

ARRETE

n° 33 en date du **22 AVR. 1994**

portant inscription sur l'Inventaire
Supplémentaire des Monuments Historiques
du Puits Saint Barthélémy à BONIFACIO
(Corse-du-Sud)

Le Préfet de Corse
Chevalier de la légion d'honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de Corse entendue en sa séance du 24 janvier 1994 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT QUE le puits Saint Barthélémy à BONIFACIO (Corse-du-Sud) présente sur le plan de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre souhaitable la préservation ;

ARRETE

ARTICLE 1. Est inscrit en totalité sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le puits Saint Barthélémy (San Bartolomeo, San Bartulumeu) situé sur la commune de BONIFACIO (Corse-du-Sud), cadastré section AB, parcelle n° 21 d'une contenance de 11 a 37 ca et propriété de l'Etat (Ministère de la Défense) depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Francophonie, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Corse.

ARTICLE 3. - Il sera notifié au Préfet du Département, au Maire de la Commune et au propriétaire intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Ajaccio, le 22 AVR. 1994

Pour ampliation,
Pour le Préfet de Corse,
et par délégation
le Chargé de Mission,



Jean-Camille PIETRI

Le Préfet de Corse,

Signé : Jean-Paul FROUIN

ARRETE

n° 96.319 en date du **22 AVR. 1994**

portant inscription sur l'Inventaire
Supplémentaire des Monuments Historiques
de la Caserne génoise à **BONIFACIO**
(Corse-du-Sud)

Le Préfet de Corse
Chevalier de la légion d'honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de Corse entendue en sa séance du 24 janvier 1994 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT QUE la Caserne dite "la génoise" située sur la commune de **BONIFACIO** (Corse-du-Sud), présente sur le plan de l'histoire et de l'architecture militaire un intérêt suffisant pour en rendre souhaitable la préservation ;

ARRETE

ARTICLE 1. Sont inscrits en totalité sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques la caserne dite génoise et les bâtiments des citernes couverts en terrasse et formant un glacis entre la caserne et le rempart sud, édifices situés sur la commune de **BONIFACIO** (Corse-du-Sud), cadastrés section AB, parcelle n°63, d'une contenance de 1 ha 37 a 10 ca et propriétés de l'Etat (Ministère de la Défense) depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Francophonie, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Corse.

ARTICLE 3. - Il sera notifié au Préfet du Département, au Maire de la Commune et au propriétaire intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Ajaccio, le 22 AVR. 1994

Pour ampliation,
Pour le Préfet de Corse,
et par délégation
le Chargé de Mission,



Jean-Camille PIETRI

Le Préfet de Corse,

Signé : Jean-Paul FROUIN

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 :

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La citadelle de BONIFACIO (Corse)

appartenant à l'ÉTAT (Ministère de la Guerre)

est inscrit e. sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de BONIFACIO et au Ministre de la Guerre (Direction du Génie)

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 24 OCT 1923

pour le Ministre et par délégation spéciale

Le Directeur Général des Beaux-Arts.

T. S. V. P.

ARRETE

n° 312 en date du **22 AVR. 1994**

portant inscription sur l'Inventaire
Supplémentaire des Monuments Historiques
de l'église **Sainte Marie-Madeleine à BONIFACIO**
(Corse-du-Sud)

Le Préfet de Corse
Chevalier de la légion d'honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de Corse entendue en sa séance du 24 janvier 1994 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT QUE l'ancienne église Sainte Marie-Madeleine ou Santa Maddalena à BONIFACIO (Corse-du-Sud) présente sur le plan de l'histoire de l'architecture un intérêt suffisant pour en rendre souhaitable la préservation ;

ARRETE

ARTICLE 1. Est inscrite en totalité sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques l'ancienne église Sainte Marie-Madeleine (Santa Maddalena), située sur la commune de BONIFACIO (Corse-du-Sud), cadastrée sur la section AB, parcelle n°23, d'une contenance de 13 a 46 ca et propriété de l'Etat (Ministère de la Défense) depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Francophonie, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Corse.

ARTICLE 3. - Il sera notifié au Préfet du Département, au Maire de la Commune et au propriétaire intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Ajaccio, le 22 AVR. 1994

Pour ampliation,
Pour le Préfet de Corse,
et par délégation
le Chargé de Mission,



Jean-Camille PIETRI

Le Préfet de Corse,

Signé : Jean-Paul FROUIN

ARRETE

n° 9430 en date du **22 AVR. 1994**

portant inscription sur l'Inventaire
Supplémentaire des Monuments Historiques
de l'église Saint Barthélémy à BONIFACIO
(Corse-du-Sud)

Le Préfet de Corse
Chevalier de la légion d'honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de Région une Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de Corse entendue en sa séance du 24 janvier 1994 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT QUE l'ancienne église Saint-Barthélémy à BONIFACIO (Corse-du-Sud) présente sur le plan de l'histoire de la ville un intérêt suffisant pour en rendre souhaitable la préservation ;

ARRETE

ARTICLE 1. Est inscrite en totalité sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques l'ancienne église Saint-Barthélémy ou San Bartolomeo ou San Bartulumeu, située sur la commune de BONIFACIO (Corse-du-Sud), cadastrée section AB, parcelle n° 20, d'une contenance de 22 a 13 ca et propriété de l'Etat (Ministère de la Défense) depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2. - Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Francophonie, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Corse.

ARTICLE 3. - Il sera notifié au Préfet du Département, au Maire de la Commune et au propriétaire intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Ajaccio, le **22 AVR 1994**

Pour ampliation,
Pour le Préfet de Corse,
et par délégation
le Chargé de Mission,



Jean-Camille PIETRI

Le Préfet de Corse,

Signé : Jean-Paul FROUIN